

International

# LE « FREEDOM CAUCUS » ET L'ADMINISTRATION TRUMP 2

Flora Kayl, Laure Pallez

06/02/2025

**Afin de mieux comprendre pourquoi le Freedom Caucus a beaucoup fait parler de lui ces dernières années, Flore Kayl et Laure Pallez reviennent sur ses origines et sa ligne politique<sup>1</sup> et analysent le poids qu'il pourrait peser dans la nouvelle administration Trump, dans le cadre d'un partenariat avec le think tank [La France et le monde en commun](#).**

Dans chacune des chambres du Congrès des États-Unis, les membres peuvent choisir d'appartenir à un certain nombre de groupes d'intérêt et de travail informels, les « caucus ». Il suffit de deux membres pour créer un caucus, et un ou une élu-e peut rejoindre autant de caucus qu'il ou elle le souhaite. Les caucus sont donc nombreux et souvent bipartisans. Courants politiques, intérêts scientifiques, enjeux sécuritaires, questions de société : les caucus peuvent couvrir n'importe quel sujet. On trouve des caucus sur les *blockchains*, l'Afghanistan, le cancer du sein, la fin des cigarettes électroniques, le hockey, etc.

L'un des caucus les plus connus est le Freedom Caucus. Il trouve ses origines en 1973, lorsqu'une cinquantaine de Républicains conservateurs se regroupent et fondent le Republican Study Committee (RSC), dont l'objectif est de faire pression sur la direction républicaine de la Chambre des représentants, qu'ils considèrent trop modérée. Ce caucus conservateur devient progressivement *mainstream* (courant principal) au sein des Républicains. En 2014, en toute discrétion, plusieurs ultraconservateurs – soutenus par les cadres du Tea Party désormais en difficulté financière – se regroupent pour fonder le Freedom Caucus, qui voit officiellement le jour en 2015.

De même que pour le RSC, son objectif est à son tour d'incarner une alternative aux Républicains modérés. En 2014, les membres du Freedom Caucus, au nombre de neuf, comptent parmi d'autres Ron DeSantis, devenu depuis gouverneur de Floride, alors député du 6<sup>e</sup> district de Floride. Le premier président de ce groupe est Jim Jordan, député de l'Ohio, mais le *leadership* est tournant. L'idée fondatrice derrière la création du Freedom Caucus est que les Républicains doivent être une réelle force d'opposition face à l'administration Obama. Le caucus base son action politique sur le

rejet du compromis au Congrès, le rejet du Medicare et, plus globalement, le rejet de la façon dont Barack Obama gère la crise économique que traversent les États-Unis. Il prône des restrictions budgétaires.

De nos jours, il compte environ trois douzaines de membres. Entre 2016 et 2020, nombre d'entre eux font carrière dans l'administration Trump à un très haut niveau, positionnant le caucus comme un accélérateur de carrière.

Le Freedom Caucus va jouer un rôle crucial sur la scène politique de Washington sous la nouvelle ère Trump, notamment en ce qui concerne le plafond de la dette.

## Un affrontement Trump / Freedom Caucus ?

Alors que Donald Trump n'a jamais été un fervent défenseur d'une discipline fiscale, la motivation principale du caucus reste le conservatisme fiscal. Un affrontement est donc à prévoir.

Le plafond légal de l'endettement du gouvernement fédéral, également appelé « plafond de la dette », est le montant maximum d'argent que le gouvernement des États-Unis est autorisé à emprunter pour honorer ses obligations existantes (dépenses de sécurité sociale et Medicare, salaires des militaires, intérêts sur la dette nationale, etc.). Aujourd'hui, cette dette nationale se porte à 36 000 milliards de dollars, soit 100 000 dollars par Américain<sup>2</sup>...

Lors de la campagne électorale, Donald Trump a proposé de nombreuses réductions d'impôt, dont beaucoup ont été accueillies avec scepticisme au Capitole. Son objectif principal est de prolonger les mesures fiscales mises en œuvre lors de son premier mandat en 2017 par la reconduction du *Tax Cuts and Jobs Act* (TCJA) avec des baisses d'impôt massives sur les revenus et les sociétés. Parmi les nouvelles mesures proposées, Trump souhaite notamment exonérer les pourboires, ainsi que les heures supplémentaires et les prestations de sécurité sociale. Le président soutient également une nouvelle augmentation du crédit d'impôt pour les enfants : le vice-président J.D. Vance, un « nataliste enthousiaste », estime qu'il devrait être porté à 5000 dollars contre 2000 dollars actuellement.

En outre, en décembre 2024, Trump a suggéré que le plafond de la dette soit aboli ou suspendu dans le cadre d'un projet de loi budgétaire temporaire. Les faucons fiscaux républicains du Freedom Caucus ont immédiatement rejeté cette idée, sauf si cette mesure était associée à des coupes drastiques dans les dépenses publiques.

En conséquence, cette piste a été abandonnée et Trump, frustré, a appelé à ce qu'un conservateur plus loyal défie le député texan Chip Roy, *policy chair* du Freedom Caucus, lors d'une prochaine primaire, car il constitue la principale menace pour Trump selon *Politico*. Trump a également nommé James Braid, ancien directeur politique du Freedom Caucus, pour diriger le bureau de la Maison-Blanche chargé de la liaison avec le Congrès.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Impôt sur le revenu et droits de douane

L'idée trumpiste de suppression de l'impôt sur le revenu au profit des droits de douane fait son chemin.

Donald Trump qualifie le mot *tariffs* de « plus beau mot du dictionnaire<sup>3</sup> » et il compte utiliser les droits de douane non seulement pour le commerce, mais aussi pour augmenter les recettes publiques, exercer une pression sur les partenaires des États-Unis (comme on l'a déjà vu avec la Colombie<sup>4</sup>, le Venezuela<sup>5</sup>, le Mexique et le Canada<sup>6</sup> dans le domaine de l'immigration), éviter les délocalisations et réduire les impôts.

Bien que Trump cherche à imposer des augmentations de droits de douane par décret, il préférerait obtenir leur adoption par le Congrès afin que les revenus associés puissent être inclus dans une loi fiscale globale. Or, le Congrès est susceptible d'interférer avec ce plan.

En effet, les Républicains ne pourront faire adopter un projet de loi budgétaire au Congrès qu'en utilisant un processus appelé *reconciliation*, qui contourne la menace d'un *filibuster* (obstruction) démocrate au Sénat. Cependant, les règles du Congrès plafonnent le coût des projets de loi adoptés par ce biais. Alors que le Freedom Caucus avait approuvé une stratégie en deux projets de loi, en commençant par l'immigration, puis les questions fiscales et énergétiques, Trump reste partisan d'une stratégie en un seul projet de loi, qui serait selon lui plus facile à adopter et plus rapide dans sa mise en œuvre.

On constate donc une division majeure entre le Freedom Caucus et Trump sur la stratégie à adopter pour imposer l'agenda législatif, et ce n'est pas qu'une question technique, mais bien idéologique.

Ainsi, les chances de succès d'une loi sur la baisse de la fiscalité et l'énergie sont faibles, car les Républicains favorables au libre-échange restent majoritaires, de quoi poser un problème politique au président.

Après l'excitation de la campagne, commence la réalité de l'exercice du pouvoir : les Républicains traditionnels peu friands de l'usage des décrets présidentiels pour gouverner critiquent déjà ouvertement celui qui leur a offert une planche de salut.

Ce qui est certain, c'est que le monde entier a les yeux rivés sur les États-Unis, entre fascination et rejet : la gestion du plafond de la dette n'échappe pas à cette observation et fait écho au débat national en France.

1. Elles ont notamment rencontré à nouveau Philip Wallach, *senior resident fellow* à l'American Enterprise Institute, un *think tank* politiquement néoconservateur et économiquement néolibéral.
2. « Dette : les États-Unis contraints de prendre des « mesures extraordinaires » pour éviter le défaut de paiement », *Le Monde* avec l'AFP, 18 janvier 2025.
3. « Trump déclare que les tarifs douaniers sont les « mots les plus beaux pour moi » du dictionnaire », Zonebourse, 21 janvier 2025.
4. « Donald Trump suspend les sanctions douanières contre la Colombie après un accord sur les migrants », *Le Monde* avec l'AFP et Reuters, 26 janvier 2025.
5. « Le Venezuela « a accepté » de reprendre ses ressortissants expulsés des États-Unis, annonce Donald Trump », *Le Figaro* avec l'AFP, 1<sup>er</sup> février 2025.
6. « Trump reporte les droits de douane du Mexique et du Canada pour négocier des mesures de sécurité aux frontières », Euronews avec AP, 4 février 2024.